

MARCHE PUBLIC DE SERVICES

Cahier des clauses particulières

OBJET DU MARCHE : TRANSPORTS SCOLAIRES ET PERISCOLAIRES ROUTIERS

CONSULTATION : MARCHE PASSE SELON LA PROCEDURE ADAPTEE
CONFORMEMENT AUX ARTICLES 28, 30 ET 77 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Maître d'ouvrage

COMMUNAUTE DE COMMUNES DU PAYS DE TRIE

31 place de la mairie

65 220 TRIE-sur-BAÏSE



Article premier : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 – Objet du marché

Le présent marché tend à la location de véhicules de type car avec conducteur pour le transport de personnes.

Le présent marché recouvre deux types de prestations distinctes :

- Services réguliers de transports périscolaires pour transfert d'enfants à la maison enfance jeunesse. (lot n° 1).
- Transports scolaires et périscolaires routiers. Ces transports sont destinés aux enfants des écoles et des accueils du Pays de Trie. Ils auront lieu durant les périodes scolaires (sortie pédagogiques) et pendant les vacances scolaires (sorties récréatives dans le cadre des accueils de loisirs). (lot n° 2).

Marché à bons de commande :

Les prestations du lot n°2, feront l'objet d'un marché à bons de commande avec minimum et maximum passé en application de l'article 77 du code des marchés publics. Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur au fur et à mesure des besoins.

Chaque bon précisera :

- La nature et la description des prestations à réaliser ;
- Les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- Les lieux d'exécution des prestations ;
- Le montant du bon de commande ;
- Les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera de 1 jour.

Seuls les bons de commande signés par la personne responsable du marché ou de son représentant par délégation pourront être honorés par le titulaire.

Désignation de sous-traitants en cours de marché :

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article 114 du code des marchés publics et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances ;
- Le comptable assignataire des paiements ;
- Le compte à créditer.

1.2- Durée du marché

Le délai d'exécution du marché est d'un an renouvelable une fois par reconduction expresse. Le pouvoir adjudicateur doit se prononcer par écrit au moins 3 mois avant la fin de la validité du marché ; elle est considérée avoir refusé la reconduction du marché si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai.

1.3 – Entrée en vigueur du marché

Concernant les services réguliers de transport scolaire pour le transfert des enfants à la maison enfance jeunesse (lot n° 1), le marché ne rentrera en vigueur qu'en septembre 2015.

Concernant les prestations du lot n° 2, le marché rentrera en vigueur à compter de la notification du marché.

Article 2 : Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

Pièces particulières :

- L'acte d'engagement (A.E.) distinct par lot et ses annexes dont seul l'original conservé par le maître d'ouvrage fait foi ;
- Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) ;
- Le bordereau des prix ;
- Le règlement particulier de consultation ;

Pièces générales :

Le cahier des clauses administratives générales (C.C.A.G.) applicables aux marchés publics de services, approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009, en vigueur lors de la remise des offres.

Article 3 : conditions d'exécution des prestations

3 – 1 Délais de base pour le lot n°2

Pour le lot n° 2, les délais d'exécution des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces du marché.

L'exécution est ordonnée par bon de commande.

Ces bons de commande seront adressés au transporteur au moins 7 jours avant les dates de départ. Ils porteront les précisions suivantes (aller/retour) :

- Lieu de départ
- Date et heure de départ
- Lieu d'arrivée

- Date et heure d'arrivée
- Nombres de personnes assises

Le transporteur devra obligatoirement accuser réception de la commande et confirmer la faisabilité au service demandeur, par mél, et ce dès réception de la commande.

La Communauté de Communes du Pays de Trie, pour motif exceptionnel (dont incertitudes météorologiques, annulation de sorties, etc...), se réserve le droit d'annuler toute prestation, au plus tard une heure avant le début de l'exécution (par mél ou tout autre moyen permettant de certifier une heure) de la prestation commandée, sans que le titulaire ne puisse bénéficier d'aucune indemnité.

Article 4 : Conditions d'exécution des prestations

4 – 1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Pour le lot n°2, le marché s'exécute aux moyens de bons de commande dont le délai de livraison commence à courir à compter de la date de notification du bon.

4 – 2 Dispositions particulières concernant le service régulier de transport périscolaire

Les services réguliers de transport périscolaire entre l'Ecole du Pays de Trie, 46 rue de soulanserre et la maison enfance jeunesse située 11 rue des écoles à trie-sur-Baïse s'étalent sur une année scolaire. Le service devra être assuré, en période scolaire les jours suivants : lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi

Transport du soir les lundi, mardi, jeudi, vendredi

- Départ de l'école à 16h30.

Transport du mercredi midi

- Départ de l'école à 13h30.

Capacité du car : 50 places.

4 – 3 Formation du personnel

Le titulaire n'assurera pas la formation du personnel chargé d'utiliser les prestations du marché.

Article 5 : Vérifications

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées par la direction du service demandeur ou de son représentant par délégation au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 23 et 24 du C.C.A.G.F.C.S.

Article 6 : Assurances

Le titulaire reconnaît avoir souscrit toutes les polices d'assurance nécessaires pour couvrir les risques liés à l'exécution du présent marché et être titulaire de la licence de transport communautaire de voyageurs en cours de validité. Il fournira les attestations à la communauté de Communes du Pays de Trie.

Article 7 : Nature des droits et obligations

7 – 1 Garantie techniques

Les prestations ne font l'objet d'aucune garantie technique.

7 – 2 Maintenance et évolution technologique

De par sa nature, la prestation du marché ne nécessite pas de maintenance.

Article 8 : Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 9 : Prix du marché

9 – 1 Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le candidat indiquera sur le bordereau de prix, ses offres de prix unitaires qui doivent être proposées en prix euros T.T.C.

9 – 2 Modalité d'établissement des prix.

Le présent marché est conclu à prix unitaire. Les prix sont révisables annuellement, à la date anniversaire du marché. La formule de révision est la suivante :

$$P = P_o \times [0.125 + (0,875 \times (I / I_o))]$$

Dans laquelle :

- P = Prix révisé
- P_o = Prix d'origine à la date de remise de l'offre
- 0,125 = partie fixe du prix
- 0,875 = partie variable du prix
- I = valeur de l'indice de référence au jour de la révision (dernier indice connu)

- Io = valeur de l'indice de référence au jour de la remise de l'offre (dernier indice connu) arrondi au 1/1000°

L'indice de référence retenu est l'indice des prix à la consommation (IPC) Ensemble des ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé ; France entière (Métropole + DOM) services des transports (identifiant INSEE 000639236 , valeur de mai 2015 : 129,96)

Article 10 : Modalités de règlement des comptes

10 – 1 Présentation des demandes de paiements

Les factures seront établies en 1 exemplaire portant , outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement,
- Le numéro du bon de commande,
- La prestation exécutée,
- Le montant hors taxe du service en question éventuellement ajusté ou remis à jour,
- Le prix des prestations accessoires,
- Le taux et le montant de la TVA,
- Le montant total des prestations livrées ou exécutées,
- La date de facturation.

Les factures et autres demandes de paiement devront parvenir à l'adresse suivante :

Communauté de communes du Pays de Trie

31 place de la mairie

65 220 TRIE-sur-BAÏSE

10 – 2 Mode de règlement

Les prestations seront réglées par mandat administratif. Le délai global de paiement est de trente (30) jours, maximum. Le taux d'intérêts moratoire sera celui de l'intérêt légal en vigueur à la date de laquelle les intérêts moratoires auront commencé à courir, augmenté de deux points.

Article 11 : Pénalités

11 – 1 Pénalités de retard

- Prestation ou service annulé par la Communauté de Communes du Pays de Trie, pour cause extérieure :

Dans le cas où un service ne serait pas effectué (Interdiction préfectoral de circulation et tout autre cas d'annulation extérieure) le coût du service annulé ne sera pas facturé à la communauté de Communes. La cause extérieure s'entend d'une cause indépendante de celle de la collectivité.

- Prestation ou service annulé par le titulaire

Dans le cas où un service ne serait pas effectué par le titulaire du marché, la Communauté de Communes du Pays de Trie appliquera les pénalités précisées ci-après. Le montant total de la pénalité fera l'objet d'un avoir par le titulaire à la vue du mémoire qui décrira le calcul de la dite pénalité transmis en lettre recommandée avec accusé de réception postal.

- Pénalité de retard n'ayant pas entraîné l'annulation du service ou de la prestation

Tout retard de départ et/ou d'arrivée, sera passible d'une pénalité d'un cinquième (1/5) du montant de la prestation par 15 minutes de retard.

- Pénalité pour service ou prestation annulé du fait du titulaire

Dans le cas où un service ne serait pas effectué par le titulaire du marché (oubli, retard ayant entraîné l'annulation de la sortie ou une substitution du mode de transport...), le titulaire se verra appliquer une pénalité égale à deux fois le coût du service annulé.

11 – 1 Pénalités d'indisponibilité

Il n'est pas prévu de pénalité d'indisponibilité.

Article 12 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du C.C.A.G-F.C.S., relatives à la résiliation du marché sont applicables.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 324-4 ou R. 324-7 du Code du travail conformément à l'article 46-I.1° du Code des marchés publics, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par la marché.

Article 13 : Droit et langue

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents. Tous les documents, inscriptions sur matériel, factures doivent être rédigés en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

Le :

Le titulaire

(paraphé, daté,

Lu et approuvé

Signature

Cachet commercial

La personne responsable des marchés